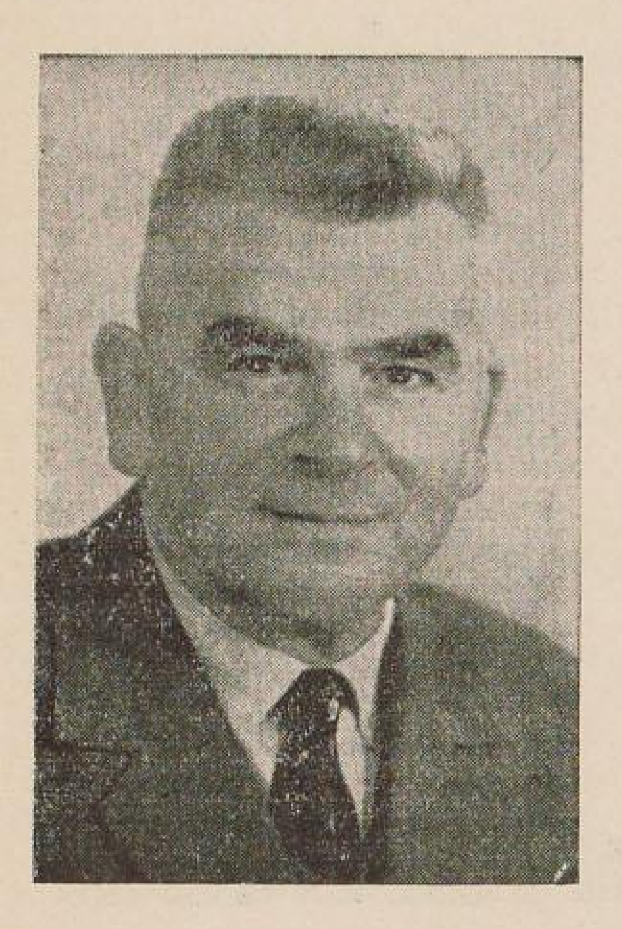
République Française — Département du Gers

Elections Législatives du 23 Juin 1968

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

(Parti Radical-Socialiste, Parti Socialiste S.F.I.O., Convention des Institutions Républicaines, Clubs Républicains)



CITOYENNES, CITOYENS,

Débordé par l'ampleur et la gravité d'événements qu'il n'avait su prévoir, le Président de la République vient de dissoudre l'Assemblée Nationale au moment même où se déroulait à AUCH une imposante manifestation contre les atermoiements du Pouvoir et sa méconnaissance des légitimes intérêts des couches laborieuses du pays.

Depuis DIX ANS, successivement, tous les travailleurs, agriculteurs, ouvriers, cadres, fonctionnaires, retraités et personnes âgées, artisans, petits commerçants, avaient saisi le Gouvernement de leurs problèmes cruciaux et dénoncé le maintien de structures économiques sclérosées dans une Europe en pleine évolution.

Tout récemment la jeunesse des Facultés et des écoles s'est révoltée, écœurée de l'immobilisme et de l'instabilité d'un ministère qui a vu se succéder depuis 1958 sept titulaires et trois intermédiaires. Incapables de définir une doctrine MM. FOUCHET et PEYREFITTE ont refusé de tenir compte des pertinents avis des recteurs et des doléances des doyens, des professeurs ainsi que des Associations des Parents d'Elèves.

Avec toute l'ardeur de leur juvénile dynamisme fatalement teinté de quelques excès, hélas trop durement réprimés, les étudiants ont violemment réagi devant l'impuissance d'une société à leur proscurer un objectif et un idéal.

Mais le souci de l'avenir ne leur est pas particulier. Dans tous les domaines se posent de graves problèmes pour les jeunes de notre pays, angoissés par les sombres perspectives qui les attendent. De documents officiels que nos dirigeants se gardent bien de diffuser il ressort en effet que le nombre de chômeurs atteignait en mai le chiffre de 450.000 qu'il faut porter à 900.000 pour tenir compte des non recensés où figurent presque exclusivement les jeunes.

Jeunes intellectuels qui attendent vainement un emploi malgré des titres formels qui leur eussent autrefois ouvert toutes grandes les portes de l'espoir. Jeunes manuels qui arrivent péniblement à se caser malgré leur volonté de travail. Jeunes agriculteurs enfin qui doivent quitter à regret leur terre natale et abandonner l'espoir d'accéder un jour aux responsabilités de l'exploitation familiale.

Notre département spécifiquement agricole et dont l'exode rural s'accentue irrémédiablement n'a pas bénéficié des substantiels avantages réservés aux zones de rénovation rurale malgré les belles promesses faites en haut lieu.

Notre économie nationale connaît le marasme et la stagnation. L'impasse ou déficit de trésorerie pour 1968 était de **CINQ MILLIARDS** de nouveaux francs dans le collectif soumis aux Assemblées. L'Etat en porte l'entière responsabilité car il est surabondamment prouvé que les quelque 25 % du budget affectés aux dépenses de prestige ont mis en fâcheuse posture la santé économique et le progrès social de notre pays.

L'enfantement douloureux des avantages récemment accordés aux salariés risque d'apparaître bientôt comme un marché de dupes. Et les Français peuvent raisonnablement penser qu'il eût été préférable de répondre en temps utile et par paliers aux demandes justifiées des travailleurs qui participent par leur production à la vraie grandeur du pays.

S'il en avait été ainsi la grave crise sociale actuelle, sans précédent dans notre histoire, n'aurait pas acculé nos entreprises, nos artisans et nos paysans à la détresse. Ces dures épreuves risquent de provoquer leur disparition et par conséquent la suppression des emplois, problème particulièrement tragique dans le Gers. La responsabilité des évènements actuels retombe donc sur ceux qui, depuis DIX ANS, avaient mission de prévoir et de gouverner.

Conformément à ses engagements la FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE a combattu ardemment les excès du Pouvoir au sein d'une opposition sans cesse brimée. Elle a proposé des solutions tendant à améliorer le bien-être des couches laborieuses et des déshérités. Elle a tout fait pour que les rapatriés reçoivent enfin la juste compensation de leurs douloureuses épreuves.

Elle s'est heurtée chaque fois à la dédaigneuse incompréhension d'une majorité dont l'inconditionnalité écrasait fatalement quelques épisodiques sursauts de conscience.

Le Chef de l'Etat mettant à profit le désarroi actuel des esprits appelle à la défense d'une République dont lui-même et ses séides ont une conception toute particulière.

Il n'y a eu dans notre département, grâce à la sagesse de tous, ni violences, ni désordre. Il faut s'en féliciter.

Dans la lutte permanente que livre le monde du travail des villes et des champs l'ordre républicain est un impératif à respecter face à une situation créée par l'impéritie de dix ans de gouvernement gaulliste.

Devant le chaos ainsi provoqué restons vigilants pour que soient observés les principes essentiels de la démocratie qui, seuls, peuvent assurer la liberté.

Je reste persuadé que dans le secret de l'isoloir, en toute conscience, vous accomplirez encore une fois votre devoir de citoyen afin que s'instaure à jamais une vraie République fraternelle, libérale et sociale.

Paul VIGNAUX

Conseiller Général - Maire de LOMBEZ

DÉPUTÉ SORTANT

Candidat du Parti Socialiste S. F. I. O.

présenté par la

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

SUPPLÉANT ÉVENTUEL :

Edmond DUTILH

Médecin à Miélan

Conseiller Général - Maire de MIELAN

Imprimerie Moderne - Auch